

## Orientation politique du PPE Commission Droits de l'homme (DROI)

La proposition de communication qui sera débattue au sein de la commission dite « DROI » démontre l'importance de l'Union Européenne pour défendre des principes universels de paix et de vivre ensemble à l'échelle internationale.

France, Espagne, Belgique, Allemagne, ne sont qu'un échantillon des Etats membres de l'Union Européenne ayant eu une part majeure dans l'histoire de la colonisation. De cette volonté expansionniste, de nombreux peuples ont souffert et subissent encore le contre-coup de la violence de cette partie de l'histoire moderne.

Le Parti populaire européen salue alors l'initiative de la part de la Commission et du rapporteur de rectification et de réparation de nos erreurs.

Néanmoins il est important de soulever que le texte reste flou laissant alors une grande part aux interprétations et à une instrumentalisation politique. C'est donc dans un strict respect du droit international que nous protégerons les principes d'auto-détermination mais aussi d'unité des Etats par divers moyens tels qu'une refonte totale de la définition et de la procédure pour qu'un peuple se revendiquant comme autochtone le devienne de plein droit.

De surcroît, animé par une volonté d'un futur meilleur pour les générations d'européens en devenir, l'indépendance énergétique et la compétitivité de nos entreprises ne peuvent être paralysées et limitées par ce texte. Depuis le 24 février 2022 l'invasion Russe sur le territoire ukrainien entraîne une nouvelle guerre froide tant sur les enjeux militaires qu'énergétiques. Notre industrie énergétique, qu'elle soit gazière, pétrolière ou pétrochimique **est notre bouclier** pour tenir face à la tyrannie du Président Vladimir POUTINE.

La démocratie est fondamentale, primordiale dans notre système européen mais elle coûte déjà trop chère pour amplifier les freins économiques de nos industries. Par le biais de plusieurs outils, le PPE proposera donc de rectifier les zones d'ombres de ce texte afin de combiner les intérêts humanistes de reconnaissance et de protection des peuples autochtones sans entraver notre indépendance énergétique qui est fondamentale dans le contexte actuel pour maintenir notre puissance diplomatique et notre sécurité énergétique.